Fondation Jean Jaurès

Démocratie

MUNICIPALES : UN SUCCÈS INCOMPLET D'EUROPE ÉCOLOGIE-LES VERTS

Émeric Bréhier, Sébastien Roy

23/05/2020

Dans le cadre du dossier que la Fondation consacre au décryptage du premier tour des élections municipales du 15 mars dernier – alors que le Premier ministre vient d'annoncer la tenue du second le 28 juin prochain –, Émeric Bréhier et Sébastien Roy analysent le succès finalement relatif d'Europe Écologie-Les Verts, notammnent à travers ses scores dans les métropoles.

Surprenantes municipales au final. Bien évidemment d'abord et avant tout car le processus électoral, pour cause de grave crise sanitaire, est suspendu à la résolution de celle-ci. Bien sûr, dans la plupart des communes (les plus petites dans leur grande majorité), un seul tour a suffi pour désigner les nouvelles majorités. Toutefois, dans les plus importantes, un second tour est nécessaire, et l'incertitude prévaut. Après avis du Conseil scientifique, le gouvernement a tranché : le concert électoral reprendra ses droits le 28 juin 2020 en tenant compte des résultats du premier tour. Si tel ne devait pas être le cas, alors le processus électoral devra reprendre à ses débuts, à tout le moins dans les communes non pourvues, au soir du 15 mars dernier, de majorités municipales. Surprenantes également car marquées plus encore que les dernières par une très forte stabilité des maires. Si on peut trouver à cela des explications conjoncturelles ou locales, il en est une structurelle : les élections municipales étant fréquemment utilisées par le corps électoral comme outil de sanction à l'encontre du pouvoir national en place, celui-ci perd des villes, en plus ou moins grand nombre, au profit de l'opposition. Ici, cette règle apparaît bien peu, les maires sortants étant bien fréquemment issus des partis en opposition à la majorité présidentielle peuvent éviter dans une large mesure le vote sanction. Dernier élément relevé par tout un chacun : la faible participation électorale. Celle-ci remet-elle pour autant la légitimité des équipes municipales élues au premier tour ? Juridiquement, non ! Politiquement peut-être alors ? Et pourquoi donc ne s'est-on jamais collectivement posé la question pour les conseillers départementaux (anciennement généraux), ou bien régionaux, ou même pour les députés européens toutes ces dernières années, élus bien souvent avec des taux de participation plus faibles encore que lors de ces municipales ? Que cela puisse nous pousser à réfléchir à des taux de participation minimaux à instituer, pourquoi pas ? Mais ouvrons alors le débat sans faux-semblant et loin de tout présupposé politique, voire partisan.

Un scrutin marqué par peu de surprises

Surprenantes municipales, enfin, car, au final, il y a peu de surprises. Le parti au pouvoir est en difficulté, y compris de son propre fait compte tenu de son incapacité à gérer son propre processus de désignation. Les partis d'opposition résistent bien, même si le Parti socialiste ne parvient pas, seul ou avec des alliés, à récupérer nombre de villes qu'il avait perdues lors de sa déculottée de 2014, le Rassemblement national maintient ses positions sans pour autant performer dans beaucoup de nouvelles communes (on peut même constater quelques effondrements électoraux spectaculaires) et, enfin, les listes présentées et/ou soutenues par Europe Écologie-Les Verts (EELV) semblent bien avoir les bons résultats attendus.

Pour s'en assurer, nous nous sommes penchés sur les résultats électoraux de chacune des métropoles telles que créées ces dernières années : Bordeaux, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble Alpes, Métropole européenne de Lille, Métropole de Lyon (même si celle-ci dispose d'un statut bien différent), Métropole Aix-Marseille-Provence, Metz, Métropole du Grand Nancy, Nantes, Orléans, Nice, Rennes, Rouen, Saint-Étienne, Strasbourg, Toulouse, Toulon et Tours. Dans chacune d'entre elles, nous nous sommes également arrêtés sur les résultats dans les communes de plus de 10 000 habitants en faisant partie. A été volontairement laissé de côté la Métropole du Grand Paris. D'abord car celle-ci, outre les questions institutionnelles, est moins intégrée que ne le sont les autres, mais également car l'Île-de-France fera l'objet d'une étude ultérieure spécifique.

La performance électorale d'EELV dans les villes-centres

Premier constat : la règle a bien été, dans la plupart des cas, de présenter des listes seul, ou presque. C'est ainsi le cas à Rennes, Toulouse, Nantes, Brest, Lille, Rouen, Strasbourg, Montpellier, Nancy, Dijon, Metz, Nice, Orléans, Saint-Étienne, Marseille et Lyon. À l'inverse, dans trois métropoles, EELV est partie prenante de listes de rassemblement de toute la gauche – ou presque : à Bordeaux, bien sûr, avec le leader de l'opposition écologiste à Alain Juppé, Pierre Hurmic, à l'exception de La France insoumise (LFI) qui a fait le choix de s'allier avec le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) ; à Clermont-Ferrand où le maire sortant Olivier Bianchi réunit sous sa bannière une traditionnelle union des gauches ; c'est également le cas à Toulon où face au maire sortant Hubert Falco (61,39% des suffrages exprimés au premier tour), l'ensemble des partis de gauche se sont vainement regroupés autour de Guy Rebec (9,13%). Enfin, Grenoble, une nouvelle fois, se singularise puisque le maire sortant, Éric Piolle, a reconduit cette alliance « rouge-vert » qui en 2014 lui avait permis de l'emporter sur les socialistes. Avec, au soir du 15 mars 2020, 44,68% des suffrages exprimés, il s'impose devant l'éternel revenant de la droite grenobloise (Alain Carignon), les listes La République en marche (LREM) et la tentative de dépassement du Parti

socialiste menée par Olivier Noblecourt.

À l'évidence, globalement, cette stratégie de présence seule – ou presque – dans les villes-centres des métropoles a été couronnée de succès. À Rennes, avec 25,73% des suffrages exprimés contre 32,78% à la liste de la maire socialiste sortante, Les Verts parviennent non seulement à maintenir leur bon score aux européennes (24,33%) mais à rééquilibrer les rapports de force au sein de la majorité municipale sortante. À Lille, avec 24,53% (21,71% aux européennes) contre 29,8% à Martine Aubry, le même constat s'impose. À Brest, avec 15,74% (contre 18,43% aux européennes) contre 26,4% à François Cuillandre également. À Rouen, le pari est tout aussi réussi avec 23,16% (18,33% aux européennes) contre 29,52% au candidat du Parti socialiste et ancien président de la Région Nicolas Mayer-Rossignol, même si ici les dernières études d'opinion avaient pu laisser espérer au candidat écologiste, Jean-Michel Bérégovoy, un score plus élevé encore suite au dramatique incendie de l'usine Lubrizol. Si à Dijon le score de la liste EELV n'est pas anodin avec 15,1% (contre 16,72% aux européennes), il n'en demeure pas moins que, devancée de près de 23 points par le maire socialiste sortant François Rebsamen, elle n'est pas en mesure de jouer les arbitres. L'alliance au second tour n'est du coup en l'espèce bien moins garantie.

Cette stratégie d'affirmation est également couronnée de succès, à ce stade, dans d'autres agglomérations où les maires de gauche ne se représentaient pas et où la succession fut moins organisée, ou dirigée par des élus issus des rangs de la droite républicaine. Ainsi, à Toulouse, où la liste Archipel citoyen, avec 25,47%, devance de près de 6 points celle initiée autour du Parti socialiste et conduite par la vice-présidente de la Région Occitanie, Nadia Pellefigue, et de 19 points celle emmenée par l'ancien maire socialiste Pierre Cohen au titre de Génération.s. À Strasbourg, les résultats sont encore plus nets puisque la candidate EELV, avec 27,82%, distance de près de 8 points l'ancien premier adjoint du maire sortant (Parti socialiste) passé chez LREM, également mis en difficulté par le retour, sur le finish, de la maire socialiste historique Catherine Trautmann (19,78%). Mais c'est tout autant le cas à Orléans où la liste EELV avec 19,2% des suffrages laisse sur place la liste d'union des gauches à 12,93% dans une ville où Olivier Carré, maire sortant issu de Les Républicains (LR) et soutenu par LREM, avec seulement 24,11%, est mis en difficulté par l'ancien maire LR de la commune, Serge Grouard (35,62%). Et c'est bien évidemment le cas à Lyon où, avec 28,66%, EELV non seulement écrase les listes de La France insoumise (LFI) (10,5%) et du Parti socialiste (7%) mais apparaît en mesure de mettre fin à l'histoire d'amour entre Gérard Collomb et les Lyonnais dans un contexte de division au sein du parti présidentiel. Basculement tout aussi envisageable dans l'ensemble de la métropole lyonnaise où EELV sort en tête du scrutin métropolitain avec 22,62% des suffrages exprimés contre 17,67% aux Républicains. À Metz, l'explosion de la majorité municipale de Dominique Gros, le maire sortant (Parti socialiste), qui ne se représentait pas, a favorisé la liste conduite par Xavier Bouvet (EELV) avec 22,48%, qui

apparaît comme la seule à pouvoir servir de point de ralliement face à l'offensive politique de l'ancien maire de Woippy (LR) François Grosdidier (29,7%), sénateur et personnage central de la vie politique mosellane.

Bien différents sont les résultats dans d'autres métropoles où le contexte local pouvait pourtant sourire à EELV. Ainsi, à Montpellier où les atermoiements de la direction nationale n'ont pas facilité les choses, la liste EELV, avec 7,43% (contre 19,53% aux européennes), participe de la division façon « puzzle » des différentes listes se réclamant de la gauche dans l'ancienne place forte de Georges Frêche. Mais c'est tout autant le cas à Marseille où la stratégie d'affirmation identitaire s'est conclue par un piteux 8,94% (13,59% un an plus tôt), loin des 23,43% du Printemps marseillais dont la tête de liste est elle-même issue des rangs d'EELV. La réussite n'est pas non plus au rendez-vous à Nancy où le candidat issu du Parti socialiste, Mathieu Klein, président du Conseil départemental, avec 37,89%, devance la liste écologiste de 27 points (10,2%) en recul de 7 points par rapport aux dernières européennes. L'échec est patent à Saint-Étienne où le maire (ex-LR) Gaël Perdriau avec 46,8% des suffrages exprimés est en position de force face à la liste d'union de la gauche à 21,31%, soit 9 points devant celle d'EELV (12,42%).

La stratégie de l'union a, quant à elle, porté ses fruits, là encore au soir du premier tour, puisque Pierre Hurmic parvient à mettre très sérieusement en ballottage le tout récent maire de Bordeaux Nicolas Florian. Victoire à la Pyrrhus ? Sans doute, puisque la liste conduite par Philippe Poutou avec 11,77% peut se maintenir et que ce maintien faisait partie des conditions *sine qua non* pour la constitution de ce rassemblement inédit entre La France insoumise et le NPA. Et que le seul apport de voix, à ce stade, et toutes choses étant égales par ailleurs (ce qui n'existe jamais en politique), réside dans les 12,69% recueillis par la liste LREM conduite par Thomas Cazenave. Choix cornélien pour l'ancien condisciple du président de la République à l'ENA : permettre l'alternance politique dans une ville qui ne l'a, somme toute, pas connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou rallier une liste combattue lors du premier tour mais soutenue depuis le début par l'allié principal du parti présidentiel, le MoDem. Même succès à Clermont-Ferrand, dans un contexte évidemment bien différent, où la liste du maire sortant avec près de 40% des suffrages exprimés laisse la liste LR à plus de 18 points et celle de LREM à 23 points. Enfin, Tours, à la suite de très longs atermoiements, la liste d'union des gauches constituée derrière Emmanuel Denis, avec 35,46%, apparaît en position de faire basculer la capitale tourangelle. Le maire sortant Christophe Bouchet étant, avec 25,6%, distancé de 10 points ; la liste LREM avec 12,57% apparaissant là aussi en position d'arbitre.

Demeurent les cas de Nice et Toulon où aucune stratégie électorale n'a été en mesure de mettre en difficulté les maires sortants. À Nice, la liste Governatori (soutenue par EELV et d'autres

mouvements écologistes) rassemble 13%, contre 47,63% au maire sortant Christian Estrosi. Quant à la liste Rebec à Toulon, elle ne dépasse pas les 10% face aux 61,39% d'Hubert Falco.

Au final, dans douze villes-centres, les listes soutenues par EELV (stratégies identitaires ou de rassemblement plus ou moins large) obtiennent des résultats supérieurs aux scores de la liste de Yannick Jadot aux européennes. Dans neuf cas, c'est l'inverse qui est vrai. Comparaison bancale néanmoins tant les électorats s'étant déplacés sont différents. On sait ainsi qu'aux dernières européennes, beaucoup de « jeunes » électeurs avaient pris part au scrutin au lendemain des manifestations pour le climat. Ce qui ne fut à l'évidence pas le cas lors du premier tour des municipales.

Toutefois, ce bilan – provisoire, rappelons-le, dans l'attente de la poursuite à ce stade hypothétique du processus électoral – des performances électorales des listes EELV dans les villes-centres des métropoles ne saurait suffire. Il convient d'élargir le regard. Et de se pencher, métropole par métropole, sur la présence – ou non – et les résultats des listes EELV dans les communes de plus de 10 000 habitants.

Une performance bien moins évidente dans les villes avoisinantes

Dans la métropole rennaise, la gauche en général sort renforcée dans les villes de plus de 10 000 habitants. Marie Ducamin (60,2%) l'emporte à Saint-Jacques-de-la-Lande, Laurence Besserve (66,01%) conserve Betton en succédant à Michel Gautier et Gilles Dreuslin bat le maire sortant Union des démocrates indépendants (UDI) à la tête d'une liste d'union de la gauche avec 52,72%, lorsque Philippe Salmon défait le maire LREM sortant à Bruz. À Cesson-Sévigné, un maire divers centre (DVC) succède à un maire divers droite (DVD). Dans aucune de ces communes, EELV n'a fait cavalier seul et il participe même aux listes de rassemblement des gauches visant à conserver ou à conquérir des municipalités et ainsi à renforcer la majorité métropolitaine.

La situation est quelque peu différente dans la métropole bordelaise, où l'histoire politique est plus tourmentée, et qui fut un des épicentres des mobilisations des « gilets jaunes ». Une région, qui plus est, marquée ces derniers mois par le départ, ou le décès, de figures politiques qui ont marqué le territoire. Ainsi, dans deux communes où les maires sortants issus du Parti socialiste se représentent, EELV participe à des listes alternatives. C'est le cas à Floirac contre Jean-Jacques Puyobrau (48,6%) où la liste soutenue par EELV n'atteint pas le seuil des 10% lui permettant de se maintenir au second tour avec 8,3%. Objectif atteint par contre à Mérignac où la liste soutenue par

EELV atteint 17,67% contre 42,3% au maire sortant Alain Anziani, et devant même la liste LR (17,1%). À l'évidence toutefois, ces deux tentatives ne se soldèrent pas par un changement d'équipe municipale et à cette aune peuvent donc être considérées comme des échecs. À Bruges (Brigitte Terraza, sortante, à 47,4%), Cenon (Jean-Jacques Egron, sortant, à 52,19%), Le Haillan (Andréa Kiss, sortante, à 58,66%), Lormont (Jean Touzeau, sortant, à 61,96%), EELV participe aux listes des maires sortants de la gauche girondine. De même, il participe aux listes, infructueuses, d'opposition à Gradignan et Talence. À Pessac, par contre, les deux listes divers gauche (DVG) qui s'opposèrent au premier tour (EELV soutenant celle conduite par Laure Curvale à 21,37% contre 26,31% pour l'autre) parviennent à mettre en ballottage, favorable néanmoins, Franck Raynal (45,41%) qui avait conquis ce bastion de la gauche girondine en 2014 (longtemps le maire en fut Alain Rousset, actuel président socialiste de la Région Nouvelle-Aquitaine). À noter, enfin, la très probable réélection du maire de Bègles, successeur de Noël Mamère, Clément Rossignol-Puech, avec 49,68% des suffrages exprimés au soir du premier tour.

C'est à une possible révolution politique que l'on pourrait assister dans la métropole toulousaine puisqu'EELV est de fait en position de devenir l'aimant du rassemblement « des gauches », même si EELV est assez peu présent dans les autres communes de plus de 10 000 habitants. Des listes écologistes sont bien présentes à Balma contre le maire DVD sortant réélu avec plus de 65% et à Blagnac où le maire DVG obtient près de 51%, mais EELV soutient les maires de gauche sortants à Colomiers (Karine Traval-Michelet avec 42,1%) et Tournefeuille (Dominique Fouchier avec 41,57%). Par contre, dans la ville de Cugnaux (dont le maire DVD ne se représente pas), EELV soutient une liste différente de celle du Parti socialiste et la devance de 5 points avec 23,7%.

À Nantes, bastion socialiste s'il en est depuis les victoires de Jean-marc Ayrault en 1989 mais fortement bousculé toutes ces dernières années par le conflit autour de la ZAC Notre-Dame-des-Landes, la stratégie d'affirmation identitaire mise en œuvre dans la ville-centre a essaimé. Ainsi retrouve-t-on une liste à Bouguenais (où le maire sortant d'union de la gauche ne se représente pas) qui obtient 15,06% derrière une liste d'union (22,9%) et autre classée DVG, loin derrière celle menée par la droite locale (41,8%) ; à Couëron où le candidat soutenu par EELV et LFI obtient 21,69% contre la maire sortante de gauche Carole Grelaud avec 49,97% ; à Rezé où EELV obtient 11,79% derrière le candidat DVG Hervé Neau (33,7%) et le maire sortant à la tête d'une liste d'union (20,18%) ; à Saint-Herblain, enfin, avec 30,29% derrière le maire sortant de gauche Bertrand Affilé (43,55%) et devant la liste de la droite et du centre (21,16%). Seule Orvault a vu une liste DVG soutenue par l'ensemble des forces de gauche avec 35,23% opérer un large rassemblement dans une ville où deux listes « centristes » s'affrontent (33,64% contre 32,13%).

Même si elle a moins retenu l'attention, une stratégie similaire de différenciation est mise en œuvre

dans la métropole de Brest. Avec le même échec final. Au Relecq-Kerhuon, où le maire d'union de la gauche ne se représente pas, une liste soutenue par EELV obtient 26,1% des voix loin derrière la liste DVG conduite par Laurent Péron (46,93%). À Plouzané, où le maire sortant passe également la main, Jacky Le Bris (DVG) obtient 32,99%, devançant de 5 points la liste de Xavier Rioual (LFI-EELV-Génération.s) avec 27,78%.

Dans un autre bastion historique du Parti socialiste, depuis plusieurs années mis à mal et bien avant les défaites de 2014 (on se souviendra qu'en 1992 l'ancienne Région Nord-Pas-de-Calais fut la première à être gérée par une présidente « Verte » Marie-Christine Blandin), la métropole lilloise, nombreuses sont les villes où EELV tente cette stratégie d'affirmation : à Hem, contre Francis Vercamer (UDI, 79,39%) avec LFI (8,63%), à La Madeleine (Hélène Roussel 35,28%), à Mons-en-Barœul (Timothée Lebon avec LFI obtient 31,46% contre le maire DVG-Parti socialiste Rudy Elegeest qui obtient 68,54%), à Ronchin (Virginie Drapier 30,17% contre le maire Parti socialiste sortant Patrick Geenens à 52,46%), à Roubaix (6,05%), Tourcoing (9,89%), Villeneuve-d'Ascq (19,22% contre le maire sortant Gérard Caudron DVG sortant à 46,6%), Wambrechies (13,67%) ou Wasquehal (liste LFI-PC-EELV à 13,65%). Là aussi sans succès électoraux probants. Sauf dans la ville de Faches-Thumesnil où la liste de rassemblement de la gauche conduite par Patrick Proisy reconquiert la ville sur le maire sortant Nicolas Mazurier avec 53,01% des suffrages exprimés.

Quant à la métropole de Rouen, EELV en dehors de la ville-centre ne semble être présente, en tant que telle, que dans la seule ville d'Elbeuf et ici contre le maire sortant Parti socialiste qui obtient dès le premier tour 65,32% contre 16,32% à la candidate Valérie Auvray.

Cette stratégie de différenciation est fortement présente dans la métropole grenobloise, dans la poursuite de la bataille politique féroce de 2014 qui avait opposé le leader écologiste Éric Piolle aux héritiers de la municipalité conduite par Michel Destot. Avec en arrière-fond cette trace culturelle et politique des groupes d'action municipale (GAM) sur lesquels s'était en son temps appuyé le maire historique Hubert Dubedout. À Échirolles, contre le maire sortant Renzo Sulli (30,37%), la liste LFI-EELV obtient 17,63%. À Fontaine, une liste là aussi LFI-EELV-Génération.s réunit 20,55% contre deux autres listes de gauche (24,1% et 21,1%). À Saint-Martin-d'Hères, c'est contre le maire sortant communiste David Queiros (53,14%) qu'une liste EELV obtient 22,85%. À Sassenage, contre le maire DVD sortant, EELV rassemble 19,24% des suffrages, se distinguant d'une liste DVG (35,79%), lorsqu'à Seyssinet-Pariset, EELV avec 11,25% empêche la liste d'union de la gauche conduite par Guillaume Lissy (44,13%) d'emporter cette ville dès le premier tour où le maire sortant (LR) ne se représentait pas. Au final, seule la ville de Meylan voit se présenter une liste rassemblant EELV-PS-DVG qui obtient 48,96% des suffrages exprimés.

Aux environs de Strasbourg, il convient de relever la présence de listes EELV à Bischheim (30,73%) contre le maire sortant DVD (45,87%), à Ostwald (27,45%) contre le maire sortant DVG Jean-Marie Beutel (29,13%) et la réélection dès le premier tour de Danielle Dambach (soutenue notamment par EELV) à Schiltigheim, ville de 32 000 habitants, avec plus de 55% des suffrages.

Dans la métropole montpelliéraine, fortement marquée par la poigne et le système mis en place par Georges Frêche, la gauche n'a cessé de se disperser depuis la disparition du leader historique. Sur les trois villes de plus de 10 000 habitants, EELV n'est présent qu'à Castelnau-le-Lez avec Dominique Ruiz-Nurit (19,6%) contre le maire (DVC) sortant (44,01%) et deux listes DVG (21,33% et 14,9%).

De même à Nancy, sur les cinq villes de plus de 10 000 habitants, EELV ne soutient officiellement que la liste d'opposition au maire centriste de Villers-lès-Nancy qui est réélu avec 57,03%.

À Nice, où la domination de la droite est depuis longtemps sans partage et où le seul enjeu est en réalité de savoir si ses leaders vont parvenir à s'accorder, la différenciation est ici bien plus marquée. À Cannes-sur-Mer (8,93%), Carros (8,38%), Vence (12,92%), EELV présente des listes qui, d'ailleurs à chaque fois, réalisent des scores inférieurs de près de 25% à ceux obtenus lors des élections européennes.

À côté d'Orléans, ville pendant longtemps administrée par le socialiste Jean-Pierre Sueur, à l'inverse, EELV participe à des regroupements, à Fleury-les-Aubrais (33,89% pour la liste de Carole Canette contre la maire DVC sortante qui obtient 29,78%), à Olivet (Jean-Christophe Haglund avec DVG et Génération.s avec 18,6%) ou Saint-Jean-de-Braye (la maire sortante soutenue par l'ensemble de la gauche obtient 54,6%).

De même à Tours, EELV n'est présent en tant que tel qu'à Joué-lès-Tours dans une vaine stratégie d'union de la gauche (24,6%) contre le maire sortant LR (58,9%), ce qui n'empêche pas la présence de listes écologistes aux Fondettes et à Saint-Pierre-des-Corps où la gauche se divise après la décision de la maire sortante FG de ne pas se représenter.

La faiblesse de l'enracinement écologiste se retrouve également dans la métropole dijonnaise, où dans aucune des trois villes retenues (Chenôve, Chevigny-Saint-Sauveur, Talant) EELV n'est présent, et dans la métropole stéphanoise, où la liste EELV obtient 10,89% à Saint-Chamond (contre 13,51% pour une liste DVG et 58,92% au maire sortant DVD) mais participe à deux listes de rassemblement à Firminy (15,5% contre 33,9% au maire sortant DVG) et à Rive-de-Gier (38,07% pour Vincent Bony contre 31,86% pour le maire sortant DVD).

À Clermont, bastion socialiste qui avait échappé à la défaite de 2014 en partie grâce à une triangulaire opposant Olivier Bianchi à la droite et au Front national, dans la logique du soutien dès le premier tour à la liste du maire de Clermont-Ferrand, EELV soutient la liste de François Rage à Cournon-d'Auvergne (51,88%), et d'union des gauches à Chamalières (13,92%), mais se distingue à Pont-du-Château (35,46%) contre le maire sortant (DVD) à 26,86% mais derrière la liste d'union de la gauche à 37,68%.

La même stratégie unitaire prévaut dans cette difficile terre qu'est la métropole de Toulon où des listes d'union sont réalisées à Ollioules (15,34%) et au Pradet (liste Bailloux, à 12,87%, aux côtés de deux listes DVG à 20,5% et 13,4%) ainsi qu'à Six-Fours-les-Plages au côté du PC (10,71%). Par contre à La-Seyne-sur-Mer, aux côtés de Luc Patentreger (13,8%), EELV s'oppose au maire sortant issu du Parti socialiste, Marc Vuillemot (23,02%). Dans la métropole messine, le désert militant crève l'écran dans les trois villes de l'agglomération au-dessus des 10 000 habitants (Woippy, Montigny-lès-Metz et même Marly en dépit d'une liste « autre écologiste » qui récolte 18,73%).

La situation est bien différente dans les métropoles d'Aix-Marseille-Provence, d'une part, et lyonnaise, d'autre part.

Dans la première, il s'agit ni plus ni moins ici de participer à la renaissance d'une famille politique chahutée depuis plusieurs années par la fin du système Defferre et les guerres incessantes entre ses « héritiers ». Dans ce cadre, EELV a mis en place une stratégie d'affirmation, espérant ainsi émerger tel l'aimant attirant à lui la limaille. Force est de constater l'échec total de cette stratégie, comme le montre de manière quasiment caricatural l'exemple marseillais. Ainsi, à Aix-en-Provence, une liste EELV ne parvient pas à dépasser les 10% (9,28%), alors qu'aux européennes Yannick Jadot y avait obtenu près de 17%, et se trouve devancée par une liste d'union de la gauche (15,8%) et de LREM (20,4%) alors même que la maire sortante fragilisée par des ennuis judiciaires dépasse à peine les 30%. À Allauch, là aussi, une liste EELV échoue à dépasser la barre qualificative pour le second tour (9,8%) alors que le maire sortant DVG (24,27%) est devancé par la droite (31,88%) et concurrencé également par une troisième liste de gauche (6,55%). À Aubagne, EELV (8,74%) se présente tout autant séparément des autres forces de gauche (24,11%). À Istres, une liste EELV (14,59%) n'empêche pas François Bernardini (DVG) d'être réélu dès le premier tour (54,8%). De même qu'à Vitrolles, dont chacun se remémore l'épisode Mégret, une liste EELV en dépit de ses 19,72% n'évite pas la réélection de Loïc Gachon du Parti socialiste (50,72%).

Dans la métropole lyonnaise, la stratégie d'affirmation identitaire est conduite avec ténacité et vigueur. Ici, il s'agit bien des conséquences directes de l'explosion du système politique national, et local, suite à l'élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République et le raz-de-marée en

faveur de La République en marche. Compte tenu du poids historique et politique de Gérard Collomb au sein de la fédération du Rhône du Parti socialiste, son départ ne pouvait que provoquer une redistribution des cartes. Phénomène attendu certes mais renforcé, et à quelle amplitude, par l'incapacité du parti présidentiel à gérer les divisions internes qui se sont répercutées non pas seulement à Lyon et au sein de la Métropole mais également dans nombre de ses communes. À l'évidence, l'élection métropolitaine pour la première fois au suffrage universel direct a servi de catalyseur. Ainsi, au-delà de la capitale du primat des Gaules, EELV présente des listes à Caluire-et-Cuire (23,59%), Craponne (31,8%), Francheville (33,55%), Givors (20,5%), Meyzieu (11,63%), Oullins (30,16%), Rilleux-la-Pape (15,18%), Saint-Foy-lès-Lyon (23,82%), Saint-Genis-Laval (14,05%), Vénissieux (10,28%) et Villeurbanne (27,48%). Dans trois communes, des listes « autres écologistes » viennent compléter « l'offre » : Chassieu (16,27%), Mions (7,83%) et Vaulx-en-Velin (10,48%). Soit quatorze communes sur vingt-deux de plus de 10 000 habitants.

Au final, assurément, les performances électorales des listes soutenues par EELV, que ce soit dans le cadre de démarches d'affirmation ou de rassemblement, dans les villes-centres des métropoles sont conformes aux espoirs de la direction nationale, voire les dépassent – soit qu'ils permettent un probable rééquilibrage des équipes municipales comme à Nantes, Brest, Rennes, Rouen ou Lille, soit qu'ils laissent augurer de possibles basculements politiques majeurs comme à Strasbourg, Lyon, voire à Bordeaux, Toulouse, sans oublier Grenoble. Seules Marseille et, dans une moindre mesure, Nancy et Dijon apparaissent comme de véritables échecs. À l'inverse, le résultat est bien différent dès lors que l'on se penche sur les villes de plus de 10 000 habitants de chacune de ces métropoles. Les stratégies d'affirmation identitaire très fermement menées dans certaines d'entre elles (on pense ici en particulier à Lyon, Grenoble ou bien encore Lille) n'ont pas débouché sur des conquêtes de nouvelles communes en faveur d'équipes municipales conduites directement ou fortement par EELV. Au mieux, elles auront permis là aussi un rééquilibrage des prochaines équipes municipales et donc métropolitaines. La faiblesse du maillage militant et organisationnel d'EELV, depuis de longues années, n'est sans doute pas pour rien dans cet état de fait. Si les victoires envisagées dans certaines villes-centres de ces métropoles devaient se confirmer, alors pourraient-elles servir de point d'appui pour un développement organisationnel ? Mais EELV le voudra-t-il et y parviendra-t-il ?